



Se préparer à voter : vers un choix réfléchi

novembre 2006

Mgr Albert Rouet

Les mois qui viennent seront marqués par d'importantes échéances électorales. Du Président de la République au maire de votre commune, nous serons appelés à exprimer nos choix, sans oublier les autres élections. Nous allons nous prononcer sur presque toutes les instances représentatives de notre pays. Les coïncidences de calendriers demandent de réfléchir à ce qui est en jeu, c'est-à-dire :

1. La démocratie inachevée mais essentielle et notre place en elle,
2. Une vie politique qui ne retrouve plus ses marques et en proie à des dérives,
3. Les raisons morales et spirituelles des choix qui nous mobilisent.

Le vote constitue un acte libre : il ne s'agit pas de dicter une décision ! Le sujet est encore plus sérieux. Il n'existe pas de liberté sans prise de conscience, ni de véritable décision sans réflexion. Voter au nom de l'émotion, sur un coup de tête, s'enfermer dans la défense d'avantages individuels, suivre une volonté de puissance, la peur de l'autre ou le goût pour la revanche ne fournissent pas des motifs valables. Ces réactions pèsent sur la conscience et l'obscurcissent.

Voter est un acte de raison. Il naît d'une conscience éclairée. Tel est le but de ce texte. Il est proposé pour une lecture collective avec, par exemple, votre entourage : les échanges en proximité favorisent le débat démocratique.

I- La démocratie inachevée mais essentielle

1. Un peuple se différencie d'une somme d'individus par son organisation interne, par la manière dont il gère son histoire et en devient responsable. L'humanité n'est pas une masse informe. Elle est structurée par des géographies, des cultures et des organismes particuliers. Elle comprend des peuples différents, dont chacun exprime un aspect de la richesse humaine en sa diversité.

2. Tel est l'enjeu de la démocratie : faire d'un homme un citoyen, le membre actif d'une cité, d'un Etat, d'une union de pays. On ne saurait, sans abus, priver un homme de sa responsabilité ; la lui confisquer ou l'amoindrir reviendrait à blesser sa liberté, donc sa dignité. Permettre à un peuple d'exprimer comment il entend vivre, respecte la part inaliénable de chaque personne à engager son avenir. Cette contribution à une œuvre commune comprend aussi les engagements à la vie syndicale et associative. L'homme

est un être social.

Le vote n'est pas qu'un choix individuel

3. La démocratie exprime la volonté d'un peuple. Elle le constitue aussi comme peuple uni par un même destin. D'où une première exigence : en votant, quelle solidarité exprimons-nous ? Quelle volonté de vivre ensemble traduisons-nous ? Chaque électeur exerce une responsabilité envers tous. Prendre les gens un par un est réducteur. Dans le secret de l'isoloir où chacun exprime son vote, ce n'est pas lui seul qu'il engage. Il engage ceux qui partagent son existence : cette intime décision met en œuvre les relations qui unissent les hommes entre eux. La vie démocratique considère les personnes dans le cadre des institutions reconnues.

4. La démocratie reste inachevée, toujours à rebâtir, à instituer à chaque élection. C'est pourquoi elle est une réalité tout à la fois fragile et essentielle. Elle est instituée depuis longtemps par la Constitution. Mais vivre ensemble, constituer un peuple demeure sans cesse à reprendre, au fil des évolutions de l'histoire. D'où cette autre exigence : en votant, suis-je guidé par le désir profond de participer à l'amélioration de la vie commune ? Vivre ensemble et l'histoire construisent progressivement le Bien commun, l'intérêt général. Dans sa réflexion, intégrer le Bien commun représente une œuvre de raison qui vise, au-delà des intérêts privés, à progresser ensemble. Cet objectif veut contrecarrer les trop criantes inégalités. Cette orientation garde aujourd'hui son entière valeur. Tout vote possède un poids collectif.

Bâtir la fraternité

5. La devise de la République met en avant la liberté, l'égalité, par les droits de chaque personne, et la fraternité. Les lois déterminent les conditions de la fraternité, elles ne peuvent l'exiger. Pour que la fraternité entraîne à agir, il faut la traduire par des orientations concrètes (action sociale, santé, logement, accueil de l'étranger...)

D'où cette exigence : quelle fraternité exprime mon vote ? En quoi aide-t-il à construire une société vraiment humaine ? Celui qui oublie la fraternité blesse sa propre humanité. Sans fraternité, la liberté et l'égalité meurent de froid.

II- Une vie politique à la recherche de ses marques

Notre pays, comme d'ailleurs d'autres anciennes démocraties, traverse une crise de la vie politique. Cette crise prend sa source dans les mutations du monde : les évolutions rapides des techniques, la mondialisation modifient considérablement la culture, les communications, l'environnement. Notre rapport au temps, à l'histoire, à la société, à l'Etat, en est bouleversé. L'action politique est malmenée par ces changements. De nouvelles questions surgissent ou prennent une nouvelle dimension. Devant la complexité des situations, on a parfois le sentiment que l'action politique répond au coup par coup pour régler des problèmes un par un ou de façon éthérée. Il s'agit de percevoir les connexions qui relient des questions différentes.

1. Le poids excessif de l'instant et de l'émotionnel dans l'information ne favorise pas la gestion saine de dossiers difficiles, à long terme et complexes. Une vie politique de l'émotion agit en miroir, la communication grossissant les opinions particulières. Des hommes politiques cèdent à ce jeu, les médias s'y enferment et des électeurs en jouissent. Ainsi apparaît une perte de confiance, par manque de larges perspectives ou de projet mobilisateur.

2. La démocratie fonctionne. Des hommes et des femmes s'engagent dans des mandats politiques. Mais d'autres réalités enserrant leur action : les pouvoirs économiques et financiers, la pesanteur administrative et des intérêts particuliers ou corporatistes.

a) La recherche d'un rendement rapide n'est pas toujours un avantage économique. La "guerre économique" coûte cher : elle sacrifie au court terme, elle avantage une minorité dont elle favorise les intérêts concentrés, donc plus puissants. Une conception du marché développe une course à l'enrichissement immédiat et une concurrence acharnée qui oublie l'homme. Elle réclame "de moins en moins d'Etat", donc le moins d'interventions possibles, pour réguler ses pratiques et distribuer équitablement ses revenus. Aujourd'hui, de nombreuses entreprises sont plus riches que certains pays. Ces faits pèsent lourd sur les rapports Nord-Sud.

b) Les grands corps administratifs de l'Etat, en leurs sommets, poursuivent une logique qui s'éloignent de la réalité. Ils vivent en apesanteur, en univers parallèles. Sur le terrain, tout paraît devoir remonter à la plus haute instance. Des acteurs locaux ne s'estiment pas reconnus. Un réajustement de la gestion administrative demande l'exercice de la subsidiarité, de la concertation et de la négociation.

c) La vie politique perd ainsi de son crédit et de sa force. Chacun est renvoyé à ses intérêts particuliers. Le citoyen devient un consommateur des services de l'Etat. Trop d'exceptions à des principes généraux obscurcissent la vie commune.

Ceci explique la fascination qu'exercent des positions extrêmes. Au moment des élections, il se produit une radicalisation des mesures envisagées qui ne sont pas appliquées, car non applicables. La confiance en sort diminuée.

d) A la difficulté des électeurs à dépasser leurs intérêts personnels correspond une méfiance aussi forte envers la vie politique, dont des électeurs rêvent de tout recevoir. Un sentiment de grande impuissance s'empare de la majorité du corps électoral, comme s'il ne lui était plus demandé que d'accomplir l'acte formel du vote. Les abstentions prolifèrent donc. Les hommes, sujets de la démocratie, deviennent sujets virtuels d'une organisation sociale qui se replie sur elle, garde ses inégalités et rend opaque son fonctionnement.

Deux domaines particuliers

3. La crise de la vie politique attaque la démocratie représentative, c'est-à-dire les instances élues de gouvernement. Face à cette crise des institutions, des signes positifs de démocratie participative se font jour au plan local. Les

démocraties ont à apprendre des initiatives locales et solidaires. Les "corps intermédiaires" (syndicats, vie coopérative...) demandent à s'intégrer à un fonctionnement démocratique élargi. La responsabilité et la concertation appartiennent à la vie démocratique, depuis l'échelon local. Certes, les questions générales d'un pays dépassent la somme des intérêts locaux. La démocratie, même avec sa forme participative, réclame une représentation nationale à laquelle élire des personnes compétentes, au fait des problèmes nationaux et internationaux, et qui promeuvent une réelle responsabilité de la vie politique, fut-ce au risque de déplaire. La vérité n'est pas toujours facile à dire.

4. Devant ces difficultés, une tentation consiste à se réfugier dans une frénésie d'activités législatives. Beaucoup de lois ne sont jamais suivies de décrets d'application et restent lettre morte. Trop de lois tuent la loi. Dans ce contexte, l'accès au droit devient tout aussi important que le droit. Légiférer n'est pas le seul moyen de servir un pays : l'excès sclérose les relations, légalise les exceptions. Avec les subventions - qu'il vaudrait sans doute mieux remplacer par des conventions et des partenariats -, l'Etat est entraîné à traiter de tout et à s'épuiser.

III- Les raisons morales et spirituelles de nos choix

1. Notre société est marquée par un pluralisme des manières de penser et de vivre. Dans cette diversité, certains se demandent pourquoi l'Eglise se préoccupe de ces questions. Ne lui suffit-il pas de parler de Dieu ? Le Dieu des chrétiens se révèle dans des liens personnels, il n'est pas une idée. Dans la tradition biblique, Dieu confie la terre aux hommes. A eux d'en faire, par leurs activités, un lieu où ils se construisent en humanité. Pour les chrétiens, le Fils de Dieu, le Christ, a pris chair en partageant notre histoire. La fidélité au Christ se conjugue en termes d'amour et d'espérance, et conduit à vouloir un monde de justice et de paix. Les moyens pour avancer en ce sens peuvent être différents, le but reste clair. Il est une nécessité.

Dépasser la peur et vivre la subsidiarité

2. Le problème le plus urgent consiste à travailler pour la justice. Sans elle, pas de paix véritable entre les peuples, ni de société vraiment humaine. Il s'agit de faire grandir une exigence d'équité qui reconnaît en chaque personne la responsabilité de participer à l'avenir de tous et l'apport qu'elle donne aux autres. Tous ont besoin de chacun.

Nos peurs sont le principal obstacle à cette perspective : peur de manquer, peur de l'autre, peur de l'avenir, peur de ses responsabilités. Alors on consomme, on classe et on exclut, on se réfugie dans sa tranquillité. L'action politique demande du courage, le courage d'espérer ; donc de ne pas être prisonnier de ses peurs.

3. L'individualisme qui marque notre société favorise la prise en compte des droits de chacun. Son principal défaut consiste à laisser seul devant des réalités qui le dépassent et sur lesquelles il se trouve sans prise. Une société aussi complexe que la nôtre a besoin de structures intermédiaires

où se prennent les décisions adaptées à chaque échelon : de la commune au département, à la région et à l'Etat. Chaque étage de la vie sociale exerce ainsi sa responsabilité sur la vie en proximité, de plus en plus largement.

Des problèmes urgents

4. De nombreux domaines requièrent l'attention de tous les citoyens. De manière non exhaustive, mais pour stimuler l'attention, on peut citer :

- La question de l'environnement : elle touche à l'exigence de justice. La terre n'est pas une chose, mais un cadeau à transmettre, dont on ne peut user sans discernement. Négliger l'avenir, n'est-ce pas préparer une vie insoutenable ? Certains peuples, sans bénéficier des avantages du développement, ne subiront-ils pas en outre les méfaits du gaspillage des ressources de la nature ?

- L'accès à l'emploi est une source de nombreuses angoisses. Le travail change de signification. Il n'est plus comme avant le lieu de la réalisation de soi. De nombreuses mutations techniques et économiques affectent la vie professionnelle. Comment donner à chacun une sécurité indispensable pour bâtir sa vie ? Comment ne pas créer un groupe d'hommes perpétuellement dépendants des aides et mal intégrés à la société ?

- Les inégalités sociales se creusent. Une maîtrise de la répartition des revenus produits est nécessaire. Ces inégalités touchent aussi les enfants : cette question demande à être prise en compte par l'ensemble de la société. L'école ne peut remédier seule, en plus de son rôle d'enseignement, à toutes les carences sociales et éducatives. Comment favoriser une organisation de la solidarité ? Comment soutenir les élus à être artisans de liens sociaux ?

- La dette publique pèse sur la vie de l'ensemble du pays et hypothèque l'avenir. Elle demande à être rigoureusement maîtrisée sans pour autant faire supporter une austérité trop grande aux plus faibles : par quelles priorités nettement fixées agir ?

- Au-delà de sa place, c'est l'homme lui-même qui est devenu problématique. Les recherches biologiques bousculent les conceptions, la génétique progresse, mais la notion de l'humain devient plus fragile. Comment éviter que celui-ci ne devienne un moyen, un objet ? En toute situation, il relève de l'humanité.

- La situation internationale est préoccupante. La violence naît des injustices criantes soulevées par une globalisation rapide, des refus de l'autre, du nivellement des cultures. Les phénomènes croissants de migration résultent de ces déséquilibres : ils demandent d'être traités par accord entre états dans le cadre d'un développement cohérent, la paix naît du respect de l'autre et de la justice.

Conclusion

C'est en fonction de ces enjeux qu'il importe de juger de la valeur de nos choix, et de chercher ce qui mérite de grandir. Parmi les programmes présentés, les résultats des élections indiquent la direction et les buts que doivent servir les représentants élus. Ces élections donnent légitimité à ceux qu'elles mettent en avant. Voter demande donc de s'informer soigneusement et avec discernement.

Pour conclure, trois questions résument les principaux enjeux des prochaines échéances :

- Quelles qualités du vivre-ensemble promouvoir, afin de reconnaître chacun dans sa dignité ?
- Quelles orientations sociales et économiques soutenir afin de favoriser, chez nous et dans les relations extérieures, la cohésion de la société et un juste équilibre entre les peuples ?
- Quel avenir et quel environnement préparer pour demain ?

Alors, au-delà des légitimes diversités, les élections retrouveront un sérieux digne de la vie démocratique. Chacun est invité à examiner lucidement ses motivations, et à réfléchir avec d'autres.

Le droit de vote fut, en notre pays, un long combat. Il le reste encore aujourd'hui pour beaucoup d'hommes, du moins pour obtenir des élections libres et honnêtes. Une longue tradition de vie démocratique nous donne le devoir de poursuivre et de la faire progresser. Voter en est une expression qui prendra sa pleine signification si cet acte s'inscrit dans une volonté de fraternité. La politique y trouvera une expression de sa dignité : établir de justes relations entre les hommes.

Texte rédigé avec la participation du Conseil Diocésain des Mouvements Apostoliques et du Comité Diocésain de la Solidarité** que je remercie.*

* Le Conseil Diocésain des Mouvements Apostoliques réunit les mouvements de laïcs suivants : ACGF (Action Catholique Générale Féminine), ACI (Action Catholique des milieux Indépendants), ACO (Action Catholique Ouvrière), CMR (Chrétiens dans le Monde Rural), EDC (les Entrepreneurs et Dirigeants Chrétiens), MCC (Mouvement des Cadres et dirigeants Chrétiens), MCR (Mouvement Chrétien des Retraités), Partage et Rencontre, VEA (Vivre Ensemble l'Evangile Aujourd'hui), CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement).

** Le Comité Diocésain de la Solidarité rassemble diverses organisations dont : le CCFD, le Secours Catholique, le comité diocésain du diaconat, les Filles de la Croix (La Puye), les Filles de la Sainte Vierge (Salvert), l'Ordre de Malte, la Conférence St Vincent de Paul, l'Aumônerie des prisons, le Toit du monde, la Ferme de l'espoir, la CIMADE, la Coopération missionnaire et la Pastorale des Migrants ainsi que trois personnes au titre d'experts qualifiés.